



Photo : fabrizio pizzolante

Pierre Gramegna, directeur de la Chambre de commerce, a clairement indiqué qu'il est en faveur de la modulation de l'index.

«Un budget de transition»

Tout en saluant les mesures «anticycliques» du gouvernement, le patronat doute que le budget 2009 puisse contribuer à remplir les caisses de l'État.

La Chambre de commerce soutient toute initiative censée relancer l'économie. Mais rappelle aussi qu'il faudra davantage limiter les dépenses courantes afin d'éviter une dette publique trop importante.

*De notre journaliste
Liliana Miranda*

Si les perspectives économiques paraissent «médiocres», la Chambre de commerce estime dans son avis qu'**«il ne convient pas de sombrer dans un pessimisme exacerbé»**. Tout d'abord, tant les autorités internationales que le gouvernement auraient réagi rapidement à la crise financière, ce qui devrait endiguer son développement et sa propagation. Ensuite, les fondamentaux de l'économie luxembourgeoise seraient «sains». **«Nous avons encore parlé de croissance économique, ce qui est en soi déjà encourageant»**,

note Carlo Thielen, économiste en chef de la Chambre de commerce.

Le projet de loi repose sur une hypothèse de croissance du PIB de 3 %, le Fonds monétaire international et la Commission européenne escomptent pour 2009 une croissance réduite à respectivement 1,8 % et 1,2 %. Une évolution que Luc Frieden, ministre du Trésor et du Budget, n'aurait pas pu «raisonnablement» anticiper.

Quoi qu'il en soit, ce ralentissement aura inévitablement des conséquences négatives sur l'économie réelle et sur la dette publique. Qui pourrait s'élever à 40 % du PIB à la fin de la prochaine période législative, c'est-à-dire en 2014. Carlo Thielen qualifie ce scénario de «réaliste» dans la mesure où les dépenses publiques continuent à être élevées. Et que cela représente une véritable «vulnérabilité».

C'est dans ce contexte que le patro-

nat salue les mesures anticycliques du gouvernement, tout en formulant quelques mises en garde. Ainsi la politique de stimulation de la consommation pourrait demeurer partiellement inopérante si les ménages profitent du paquet fiscal pour épargner ou qu'ils préfèrent dépenser dans les pays avoisinants. En outre, cette même politique aurait un coût tel qu'il est impossible de la mener à long terme.

➤ **«Les problèmes restent à résoudre»**

La nécessité de constituer des réserves budgétaires, et notamment un fonds souverain, reste «absolue» selon la Chambre de commerce. Qui demande à l'État de **«mieux maîtriser les dépenses courantes»**.

Les initiatives gouvernementales ne sont appropriées qu'à court terme. Et le budget 2009 demeure

«un budget de transition». **«Les problèmes à long terme restent à résoudre»**, glisse l'économiste.

Comme le souligne le patronat, la situation excédentaire des administrations publiques n'est que le reflet des importants surplus de la sécurité sociale, qui devraient s'estomper graduellement. La Chambre de commerce appelle donc à **«une plus grande sélectivité des dépenses, en veillant à privilégier les projets dont la réalisation aura un effet de relance sur l'économie en général et sur l'emploi en particulier»**.

Dans le but de rendre les entreprises plus compétitives, le patronat souhaite poursuivre la modulation de l'index. Et se dit favorable à des «indicateurs de performance». Côté fonction publique, **«les salaires devraient varier en fonction du mérite et des résultats»**, explique Pierre Gramagna, directeur de la Chambre de commerce.